

Une info à nous transmettre? Une histoire à nous raconter? Ecrivez-nous à [web@20minutes.ch](mailto:web@20minutes.ch)

Genève

14 juin 2019 16:47; Act: 17.06.2019 09:16

# Dumping: une entreprise interdite du chantier TPG

*Une entreprise d'électricité soupçonnée de sous-enchère salariale a été bannie par l'OCIRT du chantier des futurs entrepôts des TPG.*



La décision de l'OCIRT se fonde sur les éléments mis en lumière par l'enquête judiciaire. (Photo: Keystone)

on  off  i

**Une faute?**

Signalez-la-nous!

Les Transports publics genevois (TPG) ont annoncé ce vendredi la suspension des travaux d'électricité sur le chantier d'En Chardon, où se construit leur futur dépôt géant de trams et de bus. Cette communication fait suite à la décision de l'Office cantonal de l'inspection et des relations de travail (OCIRT) d'interdire à l'entreprise chargée des travaux d'accéder au chantier à partir de demain, soit le samedi 15 juin. Une enquête judiciaire vise actuellement cette société, soupçonnée de pratiquer le dumping salarial. C'est sur cette base que l'OCIRT a agi.

## Dix-huit mois de retard

Les TPG ont expliqué prendre acte de cette décision administrative. Ils «planchent désormais sur la manière la plus efficace de s'organiser suite à cette interdiction», ont-ils indiqué par voie de communiqué. L'urgence est dorénavant de limiter les surcoûts et les retards causés par cette interruption de chantier. Le 5 juin, la présidente de leur conseil d'administration, Anne Hornung-Soukup, interrogée par la «[Tribune de Genève](#)», avait peint un sombre tableau: «Les conséquences d'un arrêt seraient très lourdes: 10 millions de francs supplémentaires et dix-huit mois de retard.»

## L'appel d'offres, un passage obligé?

François Mutter, porte-parole des TPG, a confirmé ce vendredi ces estimations initiales, tout en indiquant que la régie publique «examine actuellement les différentes options techniques et juridiques» susceptibles de faire diminuer la facture et les délais. L'exigence de lancer un nouvel appel d'offres pour ce marché constituerait notamment un important facteur de retard. «Nous nous livrons en ce moment à une analyse juridique. Il existe peut-être une autre option. L'OCIRT ne nous a communiqué sa décision qu'aujourd'hui. A ce moment précis, il existe beaucoup d'inconnues.»

## Ouvriers italiens

La police judiciaire et l'OCIRT avaient perquisitionné le chantier le 28 mai. Les soupçons de sous-enchère salariale avaient été révélés par les syndicats. Une

### L'avis de Dal Busco

Conseiller d'Etat chargé des infrastructures, Serge Dal Busco dit ne pas avoir, en l'état, d'éléments permettant de penser que les estimations de retard et de surcoût des TPG ne sont pas réalistes. Il confirme que la réorganisation du réseau TPG fait partie intégrante du dispositif qui permettra le déploiement du Léman Express. "La mise en service du dépôt d'En Chardon est un élément très important de cette réorganisation. Un retard aurait pour conséquence la difficulté, voire l'impossibilité, de mettre en place le réseau tel qu'il a été pensé, à tout le moins durant une période transitoire." L'élue PDC pense en outre qu'une possibilité existe de confier la fin des travaux à une ou plusieurs autres entreprises sans passer par un nouvel appel d'offres.

succursale vaudoise d'une entreprise italienne avait obtenu ces travaux d'électricité. Elle avait alors mandaté une autre entreprise pour embaucher des ouvriers dans le sud de l'Italie. Ces travailleurs ne percevaient pas la totalité des salaires annoncés aux autorités: les traitements étaient versés sur des comptes transalpins et ponctionnés.

### Le Parlement voulait stopper les travaux

Vendredi 7 juin, le Grand Conseil unanime avait demandé l'arrêt des travaux d'électricité sur le chantier. «Nous refusons ce modèle d'entreprise sans foi ni loi qui pratique le dumping salarial», avait lancé l'élus PLR Serge Hiltbold. Ce jour-là, le conseiller d'Etat Serge Dal Busco avait jugé très compliqué de stopper un ouvrage réalisé à 92%. Il craignait notamment que des retards à En Chardon se répercutent sur la mise en service du Léman Express, prévue pour le 15 décembre 2019. L'ouverture du dépôt de trams et de bus devait intervenir le même jour.

(nxp/jef/ats)

### Plus de sujets



#### L'UDC dénonce une «arnaque écolo-socialiste»

Albert Rösti, président de l'UDC, s'en est pris à la gauche, qualifiant leur politique environnementale d'«arnaque écolo-socialiste».



#### Epidémie de gastro dans l'équipe, un amical annulé

Sur le Haut-Plateau, le club valaisan déplore une dizaine de joueurs malades. Le match contre SLO a dû être annulé.



Annonce